



Isabelle Lasserre, Céline Lussato et François-Xavier Priollaud

**« On arrive sans armes face à des acteurs globaux qui se sont armés depuis trente ans »**

Isabelle Lasserre

Afrique-France. Faudrait-il alors, interroge François-Xavier Priollaud, redéfinir notre politique étrangère ? Clairement, estime Ulysse Gosset. Mais en écoutant ce que les Africains ont à dire et ce qu'ils souhaitent.

Le journaliste pense que la montée du populisme, observée en Europe, en Asie et en Inde, oblige la France à s'adapter si elle veut garder son influence et sa puissance d'intervention. Car un changement de paradigme s'opère à l'échelle de la planète, et de nouveaux conflits pourraient rebattre les cartes, pose François-Xavier Priollaud : une possible guerre entre la Chine et les USA si celle-

ci envahissait Taïwan. C'est l'illustration de l'impuissance de la France et de l'Europe, constate Isabelle Lasserre. « *On arrive sans armes face à des acteurs globaux qui se sont armés depuis trente ans.* » L'Europe aurait selon elle intérêt « *à se reconstituer politiquement, culturellement et militairement pour ensuite s'affirmer sur la scène internationale et renouer des alliances plus saines.* » Sans quoi l'histoire pourrait bien s'écrire sans elle.



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube



Ousmane Ndiaye

# XI JINPING, QUELLE VOLONTÉ DE PUISSANCE ?

Le 29 septembre 2023, 14h-15h30, salle Plénière



Émilie Aubry et Stéphane Corcuff

## Chine et Taïwan, patience et militarisation

À l'approche des élections présidentielles taïwanaises en 2024 dont l'enjeu principal est la tension de l'île avec la Chine de Xi Jinping, une « *opposition symbolique entre le petit territoire démocratique et la plus grande dictature du monde* », Émilie Aubry initie cette discussion avec la projection du dernier épisode de son émission Le Dessous des Cartes, étoffée par un reportage à Taïwan en juin 2023 pour se demander : la guerre aura-t-elle lieu ?

Après avoir affirmé dans une réponse liminaire que la Chine se contentera du statu quo « *tant que les USA restent garants de la sécurité de Taïwan* », le sinologue s'efforce d'expliquer l'origine d'un discours qui assigne la responsabilité des tensions aux

provocations des États-Unis en rappelant que « *c'est un débat perverti que de justifier les politiques russes et chinoises en dénonçant l'impérialisme américain* ». Sur la question des enjeux de l'actuelle campagne présidentielle taïwanaise, Stéphane Corcuff précise qu'il y a « *essentiellement un débat politique à Taïwan, les candidats se démarquent d'abord pour des raisons électorales car on ne peut véritablement gouverner qu'au centre, en dépit des orientations politiques des partis* ». Depuis la fin de la dictature du Kuomintang (1949-an-

**« Un Xi Jinping rationnel applique une stratégie de renforcement militaire pour être prêt si la situation géopolitique venait à évoluer ».**

Stéphane Corcuff

MODÉRATRICE :

**Émilie Aubry**, rédactrice en chef et présentatrice Le Dessous des Cartes, Arte

INTERVENANT :

**Stéphane Corcuff**, universitaire, politiste internationaliste et sinologue





© Eric Biernacki - Région Normandie

## « La Chine pense que le monde lui en veut, qu'on la prive d'un accès au statut de première puissance qui lui revient de droit »

Stéphane Corcuff

nées 1990) qui avait le regard tourné vers la Chine continentale, de plus en plus de Taïwanais « voient leur avenir dans l'identité taïwanaise ». Cependant, « cette ligne de fracture s'atténue progressivement car il n'est pas possible de proposer une réunification ou une indépendance de jure »

Interrogé sur la question d'une « réunification par grignotage », soit l'influence croissante des capitaux et du soft power chinois sur l'île, l'universitaire affirme qu'il est « déjà à l'œuvre depuis longtemps mais Taïwan tient ». Pékin « ne s'interdit aucune option, un Xi Jinping rationnel est au fait de la présence américaine, réaffirmée sous la présidence de Joe Biden, et applique donc une stratégie de renforcement militaire pour être prêt si la situation géopolitique venait à évoluer, notamment en cas de changement de l'exécutif américain », explique-t-il. Cependant, « puisqu'il a fixé

2049 comme date limite pour cette réunification et qu'il a déclaré qu'il ne passerait pas le dossier à une autre génération de dirigeants », cela soulève de nombreuses interrogations.

Répondant à la qualification récurrente de « nouvelle Guerre froide », Stéphane Corcuff préfère soulever « le problème méthodologique d'emploi du terme, il vaut mieux caractériser le contenu des risques que de comparer les expressions », complété par Émilie Aubry à propos de la « dimension multipolaire du monde qui rend aujourd'hui caduque la vision de Guerre froide ». Dans cette lignée, l'universitaire répond au public s'interrogeant sur la possibilité de ne soutenir ni le camp américain ni le camp chinois dans ce débat, estimant que « la question ne se pose heureusement pas encore mais il est important de garder son indépendance intellectuelle et de faire des évaluations rationnelles des deux pays, en gardant à l'esprit : si la Chine passait à l'acte sans réponse américaine, quelles seraient les conséquences pour le monde ? » Face à l'idée tenace d'une « aversion culturelle chinoise à la guerre », le sinologue français explique qu'il « n'y a pas de plus énorme préjugé sur la Chine, son histoire entière est faite de guerre et d'assimilation des populations conquises », poursuit le sinologue, et ce préjugé n'est rien d'autre qu'un « discours savamment distillé par les Chinois pour paraître moins inquiétants, recyclé à tort par certains observateurs ». Il précise par ailleurs que « les frontières actuelles de la Chine sont celles héritées de l'empire Mandchou, au pouvoir de 1644 à 1912, période durant laquelle la Chine n'existe pas en tant que sujet de droit international ».

Revenant à la question de l'expansionnisme chinois contemporain, admis « avec frilosité par l'Occident », Stéphane Corcuff fait une « distinction importante entre l'environnement immédiat et le reste du monde ». Dans le premier cas, « la Chine a une vision impériale, renforcée par son émergence sur la scène mondiale » et « pense que le monde lui en veut, qu'on



© Eric Biernacki - Région Normandie

la prive d'un accès au statut de première puissance qui lui revient de droit ». Dans le second, « bien que la structure des Nouvelles Routes de la Soie donne une impression expansionniste, les Chinois ont compris qu'être la première puissance, le gendarme du monde, a un coût politique et financier qu'ils ne veulent pas assumer ». Aujourd'hui, « la Chine de Xi Jinping met en place des éléments pour faire progresser la puissance du pays mais ne veut pas jouer ce rôle et n'a pas intérêt à le faire ».

Avant de se poser la question de la participation d'autres États à une guerre sino-taïwanaise, l'universitaire rappelle les probabilités encore faibles de conflit car « tout est mis en œuvre aujourd'hui pour dissuader la Chine d'envahir Taïwan et il y a beaucoup d'étapes à franchir avant : l'échec des alliances, le renversement de la politique à Washington, la détermination rationnelle ou non de Pékin, le succès d'un blocus aérien et maritime puis l'envoi de troupes ». Cependant, « le Japon serait directement concerné par une attaque, puisque l'archipel Nansei, où se situe Okinawa, est revendiqué par le pouvoir chinois, qui convoite toutes les frontières perdues de l'empire Mandchou ». Malgré cela, Stéphane Corcuff souligne que « la question sensible reste la préparation d'une réponse indopacifique sans offrir de casus belli à Pékin ». « Le rapport de force reste défavorable à la Chine à ce jour », poursuit-il,

« car c'est une puissance avec qui l'on veut commercer pas guerroyer, même si elle s'y prépare ». Cependant, « personne n'est en position de force tout seul, même les États-Unis ».

Pour comprendre l'ensemble des questions géopolitiques, il est « nécessaire d'analyser la politique intérieure chinoise » soutient le sinologue. En effet, comme « le Parti Communiste Chinois (PCC) est obsédé depuis 1949 par la question de la stabilité du régime, que le leader chinois doit pour son intérêt personnel et celui du parti assurer l'assise du pouvoir du PCC sur la Chine, le cas de Taïwan est très dangereux ». En conséquence, « sauf s'il est acculé, Xi Jinping ne prendra pas la décision d'attaquer tant qu'il n'est pas sûr de gagner car une défaite provoquerait un séisme sur sa

## « Tout est mis en œuvre aujourd'hui pour dissuader la Chine d'envahir Taïwan et il y a beaucoup d'étapes à franchir avant »

Stéphane Corcuff

légitimité à diriger le parti et le pays ». Cependant, « avec le cynisme propre au PCC, on peut penser le régime capable d'inventer un casus belli farfelu pour pouvoir prétendre avoir défendu les intérêts vitaux de la Chine en cas de défaite ».

Interrogés sur la problématique taïwanaise, les Chinois y sont « en principe favorables, en pratique les questions économiques passent avant ». « Le blocus aérien et maritime que requerrait une invasion serait immense et mettrait l'économie chinoise à l'arrêt », conclut le sinologue, « et ce n'est pas le moment aujourd'hui, le PCC foncerait dans le mur ».